



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale  
Meurthe-et-Moselle / Meuse**

Division de Nancy

**Nos réf. :** 2025\_234

**AIOT :** 0006200472

**Affaire suivie par :** Claire MERMET

claire.mermet@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03.54.44.02.55.

**Courriel :** ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 22 avril 2025

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT  
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

**Objet : Société ESTIA Réseaux de chaleur- Florentin à NANCY**  
**Porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter**

**PJ :** Transmission préfectorale en date du 21 octobre 2024 et compléments apportés par courriel du 5 mars 2025

Rédigé par l'inspectrice de l'environnement : Claire MERMET

Vérifié par l'inspectrice de l'environnement : Anne-Marie LOSTRIAT

Approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Pour le Directeur Régional,  
l'Adjointe à la Cheffe de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse :  
Cécilia MATHIS

Par courrier du 15 octobre 2024, transmis par la préfecture par courriel du 21 octobre 2024, l'exploitant a adressé une demande de modification pour la chaufferie Florentin exploitée sur la commune de Nancy.  
Elle a été complétée par l'envoi par courriel du 5 mars 2025 par une étude des risques technologiques associés.

Le projet porte sur la modification du brûleur de la chaudière n°5.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification ainsi que la nécessité de le soumettre ou non à évaluation environnementale, et propose les suites à donner.

## **1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

Au titre des ICPE, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2020/1432 du 22 décembre 2020 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une chaufferie urbaine et d'une installation de cogénération au titre de la rubrique 3110 pour une puissance nominale totale de 59,53 MW, dont la chaudière n°5 d'une puissance de 9,47 MW fonctionnant au fioul domestique.

## **2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION**

### **2.1 - Description du projet**

La société ESTIA Réseaux de Chaleur souhaite modifier le brûleur de cette chaudière n°5 pour y adjoindre une rampe gaz afin de permettre un fonctionnement mixte gaz/fioul domestique. Le fonctionnement au gaz est prévu comme moyen de secours de la production de chaleur du site.

Cette chaudière dispose de son propre local et de son propre conduit de cheminée.



Figure 1 : Vue aérienne du site [source : Géoportail]

Les travaux n'induisent pas de modification de l'aménagement du site, ni la puissance de la chaudière.

### **2.2 - Évolution du classement au regard de la nomenclature ICPE**

Le projet ne modifie pas le classement actuel du site au titre des installations classées.

### **2.3 – Impact sur les risques technologiques associés**

Par courriel du 5 mars 2025, l'exploitant a complété son dossier par une étude des risques associés à la modification du brûleur pour passage en fonctionnement mixte, gaz/fioul de la chaudière n°5.

Les travaux prévus comprennent :

- sur le brûleur, l'ajout de pipes d'injection de gaz naturel, la mise en place d'une vanne de régulation gaz/fioul et l'ajout d'une ligne d'allumage avec électrovanne d'allumage et détendeur d'allumage,
- sur la partie rampe gaz naturel, l'ajout d'une panoplie gaz naturel basse pression, une électrovanne double, des pressostats mini et maxi montés sur la vanne double et un piquage pour la ligne d'allumage.

Un dispositif de détection gaz est également ajouté dans le local de chaudière n°5 permettant :

- la mise en sécurité de l'appareil de combustion concerné au seuil 1 (15 % de la LIE) et le report de l'incident sur l'astreinte,
- au seuil 2 (30 % de la LIE), la mise en sécurité de l'ensemble des installations ( coupure générale d'électricité et gaz) hormis la conservation des équipements électriques ATEX et l'allumage d'un gyrophare extérieur.

Les événements redoutés au niveau de la chaudière n°5 sont :

- l'explosion de la chambre de combustion,
- l'explosion consécutive à une coupure de la flamme, du brûleur, une accumulation de gaz dans la chambre de combustion puis présence d'une source d'ignition.

L'événement redouté au niveau du local de la chaudière n°5 est l'accumulation de gaz inflammable dans le bâtiment puis la présence d'une source d'ignition.

Les barrières de prévention, de protection et d'intervention mises en place portent sur les moyens techniques, les moyens organisationnels et les moyens humains.

L'exploitant indique que dans le cadre du dossier de mise à jour de l'étude d'impact, il a été réalisé la modélisation des effets liés à l'explosion de la chaufferie du site qui comporte 3 chaudières. Le volume de cette chaufferie est plus important que celui du local de la chaudière n°5. Les effets irréversibles, létaux et létaux non significatifs ne sortaient pas des limites du site. Au vu du volume du local de la chaudière, il n'est pas attendu que les effets sortent des limites du site.

Il ressort de cette étude que tous les scénarios se situent en niveau d'intensité 1, en zone verte.

Sur la base des recommandations formulées dans le guide INERIS relatif aux études de dangers d'une installation classée pour la protection de l'environnement, selon la valeur de l'intensité, les événements identifiés classés en zone verte correspondent à un risque jugé acceptable par l'exploitant, sans effets significatifs à l'extérieur du site. Dans ce cas, la modélisation du phénomène dangereux n'est pas nécessaire.

### **2.4 – Impact sur l'arrêté préfectoral d'autorisation**

Afin de prendre en compte le fonctionnement au fioul et au gaz naturel de la chaudière n°5, des modifications sont à apporter aux articles suivants :

- article 2.3- consistance des installations ;
- article 13- cheminées et vitesses minimales d'éjection ;
- article 14.4- valeurs limites des rejets de la chaudière n°5 ;
- article 43.3- détecteurs gaz.

### **3 - ANALYSE DE L'INSPECTION**

#### **3.1 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-1°**

A la lumière des éléments figurant ci-dessus, le projet consiste en une modification des installations. La modification n'entraîne pas :

- une nouvelle activité permanente sur le site,
- une extension de capacité, dans l'unité de mesure de la nomenclature,
- une extension géographique ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation.

La modification ne constitue donc pas en une modification devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

#### **3.2 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-2°**

NEANT, l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères ayant été abrogé.

#### **3.3 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-3°**

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La modification ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peut être traitée en application du R. 181-46-II (modification notable).

### **4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Après examen du dossier, les modifications envisagées par l'exploitant, portées à la connaissance de l'autorité administrative préalablement à leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, ne sont pas à regarder comme substantielles au sens de l'article L. 181-14 du même code, car celles-ci n'entraînent pas d'extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, ni de dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du même code.

Cependant, les modifications projetées étant notables, elles doivent faire l'objet de prescriptions complémentaires, nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 susvisés.

Aussi, **l'inspection des installations classées propose-t-elle à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle d'autoriser la société ESTIA Réseaux de Chaleur, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, à modifier les conditions d'exploitation de sa chaufferie urbaine et son installation de cogénération exploitée rue Joseph Florentin sur la commune de NANCY** sous réserve du strict respect des prescriptions modifiées et retenues dans le projet d'arrêté complémentaire proposé en annexe du présent rapport.

En application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté.

Un délai de quinze jours doit toutefois être laissé à l'exploitant pour qu'il présente ses observations éventuelles par écrit.

**ANNEXE**  
**(CF. Projet d'arrêté préfectoral)**